



**Fédération Nationale de l'Enseignement,  
de la Culture et de la Formation Professionnelle  
Académie de Grenoble**

Mesdames, Messieurs les membres du CSA,

Ce CSA se réunit alors que Monsieur Kasbarian, ministre de la fonction publique, a annoncé qu'en cas de congé maladie ordinaire, les fonctionnaires subiraient trois de jours de carence, et une baisse du traitement de 10 %. Force Ouvrière dénonce cette attaque contre les agents publics. Alors que la fonction publique peine à recruter, le gouvernement maltraite ses agents. Le ministre justifie la mesure par le nombre d'arrêts maladie dans la fonction publique. Est-ce qu'un agent choisit d'être malade ? Si l'État s'inquiète tant de la santé de ses agents, il devrait d'abord développer la médecine de prévention. Pour les personnels de l'Éducation Nationale de l'Isère, pas de visites médicales et ils doivent attendre longtemps pour avoir un rendez-vous du fait du manque de médecins de prévention.

Et il est honteux de prétendre que l'argent manque pour financer les services publics. Force Ouvrière rappelle son opposition aux dispositifs d'exonérations de cotisations sociales, qui conduisent à des trappes à bas salaires, et à tous les mécanismes substitutifs à de vraies augmentations générales des salaires, comme l'indemnité inflation, la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, ou encore les primes d'épargne salariale. Chaque citoyen doit s'acquitter de l'impôt en fonction de ses capacités contributives. Or, la baisse importante de la fiscalité des entreprises, la poursuite des exonérations de cotisations et les aides publiques sans contrepartie aboutissent à un transfert du poids des prélèvements obligatoires des entreprises vers les ménages. Pour Force Ouvrière, les niches fiscales doivent faire l'objet d'une évaluation et celles dont l'efficacité économique n'est pas démontrée doivent être supprimées. Il est inacceptable de faire peser des mesures d'austérité sur les fonctionnaires et les services publics qui ont de plus en plus de mal à fonctionner. Les choix sont politiques et non financiers.

Dans sa lettre aux enseignants du 12 novembre, Mme Genetet, ministre de l'Éducation Nationale annonçait « qu'aucun soutien ne manque dans toute la société française pour reconnaître et accompagner l'engagement des enseignants ». De bien belles paroles mais qui ne valent rien face aux actes et au traitement des agents publics. Arrêtons l'hypocrisie ! Le gouvernement méprise les agents publics et il le prouve à nouveau !

Force Ouvrière engage les personnels à se réunir et à préparer le rapport de force par la grève et les mobilisations.

Pour ce qui est du bilan de la rentrée scolaire dans le 1<sup>er</sup> degré, dans de nombreuses écoles, des inspectrices et inspecteurs ont imposé de revoir la répartition des élèves ; parfois la veille de la rentrée ! La rentrée n'a été sereine ni pour les parents, ni pour les enseignants ; ces derniers ne sont parfois plus que des exécutants et la hiérarchie nie totalement leur professionnalisme.

Pour rappel, pour le 1<sup>er</sup> degré, notre fédération ne revendique pas une moyenne mais « pas une classe à plus de 25 en milieu ordinaire ». Cela change tout !

La rentrée est aussi marquée par la multiplication des situations d'inclusion explosives. Pour la FNEC-FP FO, l'inclusion devrait se faire au cas par cas avec l'appui de places en structure lorsque l'école n'est pas possible. Mais, dans notre département, ce sont 750 places qui manquent en structure spécialisée ! Ce sont autant d'élèves en situation de handicap en souffrance, de camarades dont les conditions d'apprentissage sont dégradées, de camarades parfois traumatisés, de familles démunies et inquiètes et d'enseignants dont les conditions de travail deviennent parfois impossibles ce qui n'empêche pas leur hiérarchie de les culpabiliser.

Ce qui se profile ne risque pas de nous rassurer. En effet, la DSDEN a adressé un courrier aux pilotes de PIAL, dans lequel il leur est demandé de redéployer les moyens. Nous citons : « Les notifications individuelles et les « PLAN B » doivent être accompagnés en priorité. Les notifications mutualisées doivent être d'environ 3 heures hebdomadaires. » Traduction : les élèves qui ont une notification mutualisée seront moins accompagnés pour plus accompagner les élèves qui ont une notification individuelle ou accompagner les élèves qui attendent une place en établissement spécialisé.

Conclusion : là où l'institution impose un redéploiement des moyens, nous voyons une fuite vers l'avant avec une dégradation des conditions d'apprentissage pour de très nombreux élèves et une dégradation des conditions de travail pour bon nombre d'enseignants.

Madame la Rectrice, comment protégez-vous les agents qui vivent une situation ingérable ? Pour en finir avec le 1<sup>er</sup> degré, la ministre Genetet a annoncé ses mesures de « l'acte II du choc des savoirs ». Elle reste sourde aux revendications et au rejet exprimé toute l'année dernière par la mobilisation (grève, manifestations, rassemblements, AG, réunions publiques, opérations "collèges morts ou vides"... ) et par le vote contre quasi unanime au CSE (0 pour, 68 contre et 1 abstention).

Les annonces vont même encore plus loin dans la déréglementation, la territorialisation, la surcharge de travail pour les personnels et donc la destruction de l'École publique puisque, notamment, malgré l'opposition de tous, là encore, la ministre Genetet confirme la procédure de labellisation des manuels. La FNEC FP-FO a toujours dénoncé l'attaque contre la liberté pédagogique. Le financement par l'état des manuels labellisés imposés en CP/CE1 en éducation prioritaire et en zone rurale est insupportable.

Dans les collèges, cette rentrée a été marquée par la mise en place du choc des savoirs et de ses groupes de niveau dont personne ne voulait. Une nouvelle lubie ministérielle qui a mis en difficulté de nombreux établissements. En effet, environ un tiers des collèges du département ont dû mettre en place cette réforme sans moyens supplémentaires. Cela a obligé ces établissements à prendre sur leur marge, au détriment de dispositifs existants (groupes de science, groupes de langues vivantes, AP...). De plus, cette réforme a créé des besoins en mathématiques et en Français alors que de nombreux professeurs manquaient déjà à l'appel pour la rentrée 2023. Nous avons alerté sur le fait que cela allait être compliqué pour la rentrée 2024 et en effet, on ne compte plus les établissements où il manquait des professeurs à la rentrée (en Français particulièrement). En aucun cas, il ne s'agit d'une « rentrée sereine » comme voudrait le faire croire la Ministre. Avec la mise en place des groupes (qu'ils soient hétérogènes ou non, qu'ils changent en cours d'année ou non...).

Dans l'académie, notamment en Isère, on ne compte plus, actuellement, les classes sans professeurs comme aux collèges du Touvet, de Morestel, de Saint Chef, d'Heyrieux, de Beaurepaire, à Bourgoin-Jallieu, à l'Isle d'Abeau, à Villefontaine, de Vienne (collège et lycée), de Pont Évêque, à Sassenage... Si l'Éducation Nationale avait vraiment à cœur la réussite des élèves, elle ne créerait pas et ne laisserait pas de telles conditions perdurer bien après la rentrée . Qui peut croire que des élèves sans professeur pendant des semaines ont de bonnes conditions pour réussir ? Et on parle de postes qui n'ont pas été pourvus, faute de candidats. Allons-nous encore avoir droit à des campagnes de publicité pitoyables pour tenter de recruter des enseignants ?

Enfin, alors que la mise en place des groupes de niveau (qu'on peut appeler groupes de besoin pour jouer sur les mots) est déjà chaotique, nous entendons la ministre annoncer une extension du dispositif à minima aux 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>. Les personnels y sont toujours opposés, et il va leur être demandé de faire encore plus avec moins, ou à moyens constants s'ils ne sont pas trop malchanceux ! Alors que nous entendons sans cesse que l'école est la priorité, que valent les belles paroles face aux actes ?

Face à la violence de ces attaques, Force Ouvrière appelle à répondre aux trois jours de carence par trois jours de grève, du 10 au 12 décembre. La FNEC FP-FO, avec sa fédération de fonctionnaires la FGF-FO, propose de discuter de se joindre à la grève des cheminots, dans l'unité la plus large.

#### **Force Ouvrière revendique :**

- **le recrutement immédiat d'enseignants pour que les élèves aient tous les cours qui devraient leur être dispensés.**
- **La suppression du projet des jours trois de carence et de baisse de rémunération en congé maladie pour les agents publics.**
- **L'abandon complet du choc des savoirs et le rétablissement de l'heure de technologie en 6ème**

- **L'arrêt des suppressions de postes et les créations des postes à hauteur des besoins.**
- **La création de places dans les établissements sociaux et médicaux sociaux (ESMS)**
- **Une revalorisation du point d'indice de 28,5 % pour rattraper le manque à gagner et redonner une vraie attractivité à la fonction publique.**
- **L'abrogation de la réforme des retraites.**